

TRANSITIONS

Trimestriel • Iles de Paix • Rue du Marché 37 • 4500 Huy

COVID-19, RÉVÉLATEUR D'UN SYSTÈME ALIMENTAIRE À BOUT DE SOUFFLE ?

DOSSIER

N°127 • JUIN 2020

› TOUR D'HORIZON des projets d'Iles de Paix

› OUGANDA : l'autonomie grâce aux pesticides naturels

› TANZANIE : Poursuite du programme Kilimo Endelevu



Iles
de
Paix

Nous vous parlions dans l'Édito du Transitions de mars de la complexification de notre environnement de travail. À la mondialisation des échanges, la multiplication des acteurs de développement, la conscientisation progressive sur le changement climatique, au développement de la société civile,... s'est rajoutée cette année une pandémie internationale tout aussi inédite qu'impactante !

Avant l'arrivée de la pandémie, une personne sur neuf, soit plus de 800 millions de personnes, souffrait de la faim dans le monde. Ce chiffre était en augmentation depuis 4 ans déjà. Les causes sont autant structurelles que conjoncturelles. Le Covid-19, en perturbant les chaînes d'approvisionnement et en faisant basculer de nombreuses familles en situation d'extrême pauvreté, va entraîner une augmentation drastique de l'insécurité alimentaire et de la sous-alimentation dans le monde.

En effet, les effets de la pandémie viennent se superposer à d'autres facteurs qui pesaient déjà lourdement sur certaines régions : sécheresses et autres événements naturels (tels que l'invasion de criquets en Afrique de l'Est), guerres et terrorisme, sanctions économiques, ... La CEDEAO estime d'ailleurs que la pandémie entrainera en Afrique de l'Ouest la chute de 50 millions de personnes supplémentaires dans une spirale d'insécurité alimentaire d'ici le mois d'août.

Iles de Paix est restée efficace dès le début de la crise pour continuer à s'adapter aux situations diverses rencontrées par nos équipes, nos partenaires et les populations tant en Belgique que dans le monde. L'expertise de ces nombreuses années de travail de terrain mais aussi les initiatives des populations avec lesquelles nous travaillons étroitement, nous confortent dans la transformation de cette crise en opportunité pour changer ensemble le système alimentaire mondial.

Alors que d'aucuns pourraient se plaindre et attendre que d'autres changent ces systèmes, Iles de Paix est extrêmement fière de pouvoir compter sur chacun et chacune pour contribuer au changement.

Qu'ils soient donateurs, bénévoles, journalistes, partenaires publics et privés, membre des équipes tant au siège que dans nos pays de mise en œuvre, membres du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale ; chaque expertise, chaque minute, chaque euro investi pour Iles de Paix permet de faire avancer la promotion, la défense et le respect des droits des paysans contribuant à ce monde plus solidaire ... que nous construisons ensemble !

Merci pour la poursuite de votre soutien, encore plus essentiel dans les circonstances actuelles.

SOMMAIRE

- 3 Quand la crise nous rappelle l'importance de l'agriculture familiale durable
- 9 **DOSSIER : "COVID-19, révélateur d'un système alimentaire à bout de souffle ?"**
- 17 Tanzanie - L'enjeu de l'accès à l'eau est crucial
- 18 A Fort-Portal, Francis crée son pesticide naturel

Marie Wuestenberghs
Directrice générale



BELGIQUE > Pour faire un don

Banque de la Poste BE97 0000 0000 4949
BNP Paribas Fortis BE04 2400 2962 6531
CBC BE30 1963 6001 1111

Déduction fiscale à partir de 40 euros par an
(45 % du montant total des dons)

GD LUXEMBOURG > Pour faire un don

Don via Digicash | CCPL LU61 1111 0227 5355 0000



Communication :
« Iles de Paix Luxembourg »

Déduction fiscale à partir
de 120 euros par an

Iles de Paix Luxembourg - 202, rte de Luxembourg
L-7241 Bereldange - Tél. : +352 621 815 458
info@ilesdepaix.lu - ilesdepaix.lu



REJOIGNEZ-NOUS
SUR FACEBOOK

127 • Juin 2020

ÉDITEUR RESPONSABLE > Marie Wuestenberghs - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy

ILS ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO > Marie Wuestenberghs, Frédéric Van Vlodorp, Amélie Bodson, Magali Verstraeten, Olivier Genard, Audrey Verscheure, Thaïssa Heuschen, François Grenade, Florence Lagravere, Michel Lambillon, Céline Orban et Olivier Detournaij.

GRAPHISME > www.yellowstudio.be

ÉDITEUR > Iles de Paix Belgique - Rue du Marché, 37 - B-4500 Huy
Tél. : 085 23 02 54 - info@ilesdepaix.org - www.ilesdepaix.org
RPM : 408.908.151

IMPRESSION > Van Ruys Printing.
Transitions est imprimé sur du papier recyclé.



Belgique
partenaire du développement

Transitions bénéficie du soutien de la Direction générale
de la coopération au développement belge (DGD)



La crise du coronavirus que nous traversons actuellement est inédite, elle nous impacte toutes et tous et chamboule nos quotidiens. Nos pays d'intervention sont également concernés par la pandémie qui se poursuit et risque de perdurer. Les conséquences et impacts sur les petits producteurs ne sont pas encore clairs et mais il est déjà visible qu'une crise alimentaire menace les familles les plus pauvres.

Notre tour d'horizon¹ dans nos différents pays d'intervention dresse un constat implacable : au Pérou comme en Afrique, l'agriculture familiale durable a plus que jamais tout son sens. C'est le moyen pour rendre les petits producteurs plus autonomes et plus résilients, particulièrement en période de crise. Sur le terrain, nos équipes s'adaptent pour accompagner au mieux les familles dans des conditions souvent compliquées. Iles de Paix accompagne chaque famille d'agriculteurs dans leurs adaptations, actuelles et à venir.

QUAND LA CRISE NOUS RAPPELLE L'IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE FAMILIALE DURABLE

¹ Cet article a été rédigé le 19 mai 2020.



BÉNIN

Vive le tippy tap !



Les autorités béninoises ont très rapidement réagi, sensibilisant la population avant même le début de la pandémie mondiale, puis en prenant des mesures très strictes comme le port du masque obligatoire et la mise en place d'un cordon sanitaire autour de la capitale Cotonou. Les zones d'interventions d'Iles de Paix, à 600 km dans le Nord, ont, à ce jour, échappé au virus. « *Nous travaillons activement sur le terrain mais nous avons néanmoins réadapté nos actions en remplaçant par exemple les ateliers et assemblées villageoises par des animations en tout petits groupes* » souligne Anselme Dabire, directeur Iles de Paix au Bénin. « *Nous agissons dans une grande prudence en appliquant diverses mesures de sécurité.* »

Sans se substituer à l'Etat, notre ONG est proactive dans la lutte contre le virus à travers la confection de masques à destination des bénéficiaires et en encourageant notamment la mise en place de tippy taps. « *Ce sont des dispositifs de lavement des mains basés sur un bidon d'eau. C'est très facile à réaliser sans nécessiter une grande technicité. Chaque ménage peut le fabriquer et le placer devant sa maison, ou un lieu de stockage, etc. Nous donnons aussi notre appui à la fabrication de savon liquide local.* »



Afin de prévenir une éventuelle crise alimentaire, Iles de Paix amplifie son action en faveur d'une bonne gestion des stocks et d'une diversification des cultures. Le travail d'autonomisation des productrices et producteurs montre plus que jamais toute sa pertinence. Et heureusement, les ventes se poursuivent sur les marchés sans trop d'impact sur les prix, malgré l'absence temporaire des acheteurs étrangers. Le travail d'accompagnement d'Iles de Paix et de ses partenaires en matière de commercialisation porte ses fruits : les produits maraîchers sont essentiellement consommés localement via les circuits courts.



« *L'équipe poursuit son intervention. L'accent est mis sur la gestion des stocks vivriers et la planification de la saison productive qui démarre pour renforcer la résilience des familles aux éventuels chocs post-pandémie* »

Anselme Dabire,
directeur Iles de Paix au Bénin



BURKINA FASO

L'importance de bien gérer ses récoltes

Le pays n'a pas été trop frappé par le coronavirus, mais l'inquiétude n'a pas épargné la population. Cependant, certaines mesures prises sont difficiles à appliquer et les marchés ont même été réouverts sous la pression populaire.

« Les équipes d'Iles de Paix et de ses partenaires se sont adaptées pour poursuivre les activités » explique Abdoulaye Traore, directeur Iles de Paix au Burkina Faso. « Nous avons pris de nombreuses mesures pour protéger le personnel et les familles. »



« Sur le terrain » ajoute Madame Coulibaly, une des animatrices qui accompagnent les familles du village de Diabo, « nous nous sommes focalisés surtout sur l'appui conseil des ménages et le suivi individuel des agricultrices et agriculteurs. Les rencontres qui nécessitaient un grand nombre de personnes ont été suspendues à cause du coronavirus et remplacées par des activités en petits groupes ».

« En cette période, l'accent est particulièrement porté sur le stockage, la conservation, la transformation et le commerce » souligne Abdoulaye Traore. Le nom du programme d'Iles de Paix, Kood Zaanbo, signifie d'ailleurs 'gérer les récoltes'. « Au-delà du développement de la production agro-écologique, il est par exemple essentiel d'estimer sa production à l'avance pour effectuer les achats au bon moment. Il convient aussi d'éviter de vendre trop vite quand on a besoin d'argent, au risque d'avoir de mauvais prix. »

Heureusement, les familles paysannes ont continué à vendre leurs surplus dans les commerces restés ouverts dans les villages et dans les marchés. Une partie de leur production fait aussi l'objet d'échanges entre voisins. « Quand la production locale est vendue localement, la crise a évidemment moins d'incidence » conclut Abdoulaye Traore.



« La maladie n'as pas fortement changé notre quotidien et nos activités. Nous poursuivons le compostage et le stockage de nos récoltes. Et l'encadrement de notre animatrice se poursuit afin de mutualiser nos efforts »

Pascal Tankoa Mondre, producteur de Bandaokanré au Burkina Faso



UGANDA

« Avec leurs jardins agroécologiques, les familles ont de quoi tenir »

Le président ougandais a installé rapidement des mesures très strictes, allant par exemple jusqu'à l'interdiction de circuler en voiture durant une certaine période. L'Etat a pris les choses en mains en s'appuyant notamment sur son expérience et son savoir-faire liés à l'épidémie d'Ebola. Il a communiqué largement vers sa population, qui a donc déjà connu une situation comparable avec la crise d'Ebola et veille à suivre les mesures face à un régime fort.

« L'impact de la pandémie est heureusement limité dans notre région » constate Denis Hees, directeur d'Iles de Paix en Ouganda. « Quatre-vingt pourcents de la population dispose d'un lopin de terre et pratique donc l'agriculture ; la population vit ainsi assez sereinement. De plus, en terme démographique, la moyenne d'âge très basse n'offre pas un terreau favorable à la contamination du coronavirus. »

Dans l'impossibilité de se rendre directement sur le terrain en raison de l'interdiction des transports, Iles de Paix a initié une enquête téléphonique auprès des productrices et producteurs accompagnés. Les retours sont rassurants. « Avec leurs jardins agroécologiques, ils ont de quoi tenir. Et leur surplus continue à se vendre notamment sur les marchés. Les ménages qui ne disposent pas de suffisamment de main d'oeuvre familiale sont cependant impactés puisqu'il est interdit de se rassembler avec des tiers, mêmes dans les champs. Mais c'est surtout la dimension sociale qui leur manque, avec par exemple l'interdiction des réunions hebdomadaires dans les groupements d'épargne et de crédit ou des rassemblements dans les églises. »

Cette crise sanitaire constitue une opportunité pour démontrer une nouvelle fois l'importance des systèmes d'agriculture familiale et durable soutenus par Iles de Paix. Les techniques agroécologiques permettent, notamment, aux familles de rebondir en cas de coup dur et de résister aux situations de crises comme celle que nous vivons actuellement. L'équipe d'Iles de Paix Ouganda, en concertation avec d'autres acteurs, prépare un 'position paper' sur le sujet qu'ils feront remonter auprès des autorités nationales.



« Dans le cadre du programme Mpanga Super Farmers, j'ai été formé à différentes techniques agroécologiques. J'ai éliminé au maximum l'utilisation d'intrants externes comme les engrais synthétiques qui ont des effets très négatifs sur la qualité de mes aliments et de mon sol. J'utilise également les excréments de mes chèvres comme engrais naturels pour ma bananeraie, mon potager et mes plants de café. Malgré le contexte actuel et Covid-19, je continue mes activités grâce aux techniques qui me fournissent des engrais naturels. Je n'ai pas besoin d'aller en chercher ailleurs, ce qui me serait difficile, voire impossible, actuellement. Et j'ai plusieurs variétés de cultures différentes, ce qui contribue à bien répartir les risques »

Steven Kasangaki,
producteur à Karangura en Ouganda



TANZANIE

Les vertus de la diversification agricole



Dès l'apparition de la pandémie, Iles de Paix et ses partenaires ont opté pour la poursuite de leurs activités, en prenant d'importantes mesures de précautions et en modifiant une série d'approches (par exemple, l'accompagnement plus individualisé et non pas en groupes). « *La priorité reste la sécurité sanitaire de nos équipes et des familles* » rappelle Ludovic Joly, directeur d'Iles de Paix en Tanzanie. « *Mais il est essentiel que la crise sanitaire ne débouche pas sur une crise alimentaire. Nous sommes en pleine saison agricole ; les agriculteurs doivent produire en quantité suffisante pour eux-mêmes et pour la population.* »

Qui plus est, comme le souligne Ludovic Joly, beaucoup de productrices et producteurs vivent au jour le jour et ont besoin de ce revenu journaliser pour se nourrir.

L'approche dédramatisante des autorités, doublée du peu de communication, a créé une situation inconfortable dans la population, laquelle observe les mesures très différentes prises dans les autres pays. Les campagnes de sensibilisation autour du Covid-19 menées par Iles de Paix et différents partenaires ont été très bien reçues par les villageois qui, dans certaines zones reculées, n'étaient pas encore au courant de l'existence du virus.

La diversification agricole, soutenue par Iles de Paix, prend encore plus de sens dans les circonstances actuelles. « *Elle procure non seulement un avantage nutritionnel pour le régime alimentaire de chaque ménage, mais offre aussi un élargissement du potentiel de commercialisation avec l'accès à d'autres marchés pour des cultures de rente générant de nouveaux revenus.* » Elle octroie ainsi une plus grande autonomie aux familles.

UNE GRANDE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION

Face au manque d'information à propos du virus dans les villages, Iles de Paix s'est associé à des organisations locales pour mener une campagne de sensibilisation de masse. Concrètement, une caravane avec un haut-parleur sillonne les villages de la région afin de diffuser une série de conseils aux familles rurales, des affiches sont placardées dans les lieux stratégiques des différents villages et des dépliants sont distribués aux communautés. En plus de cette sensibilisation, du savon liquide ainsi que des thermomètres sont distribués. Cette campagne de sensibilisation prévoit également la diffusion de spots radios afin de toucher le plus grand nombre.



PÉROU

L'accès aux petits marchés sont essentiels pour les producteurs péruviens



« Les productrices et producteurs que nous accompagnons s'en sortent actuellement plutôt bien » rassure Gaël de Bellefroid, directeur d'Iles de Paix au Pérou. « Avec des fermes très diversifiées, nos familles sont en bonne partie autosuffisantes. Le principal problème, c'est l'acheminement de leurs surplus de production vers les points de vente. »

Si la pandémie a démarré plus tard qu'en Europe, les mesures ont en effet été directement drastiques avec la mise en quarantaine du pays. Un relâchement a été observé après quelques semaines, notamment avec les magasins ouverts de manière informelle. Par contre, la question du transport est demeurée problématique. « Les taxis collectifs utilisés par les petits producteurs avec quelques kilos à vendre en ville ne roulent plus, ou alors embarquent 1 personne au prix de 4 ! Les petits transporteurs assurant les acheminements dans les deux sens entre les campagnes et Huánuco sont à l'arrêt. » Seuls les gros transporteurs circulent avec des permis octroyés par la police conformément au respect de diverses règles administratives.

Par conséquence, un rapport de force défavorable aux agriculteurs s'est installé, alors que la période est à la récolte. Le coût des transports est multiplié par 2, 3 ou 4 tandis que les prix d'achat négociés aux champs sont très bon marché. C'est particulièrement grave pour les producteurs en monoculture, comme la pomme de terre.




« Pour ma part, pendant cette quarantaine, je suis relativement tranquille parce que j'ai de quoi subvenir à mes besoins grâce aux produits agroécologiques qu'on produit sur nos parcelles. J'achète du riz, des pâtes et quelques autres produits, mais je n'ai pas besoin d'acheter d'autres légumes au marché. Et j'utilise le compost, que nous préparons nous-mêmes ici. Ceux qui n'ont pas de ferme diversifiée souffrent beaucoup plus de la pauvreté. »

Edit Silvia Laurencio Aquino,
agricultrice de Umari au Pérou

L'accès au marché constituant un sérieux problème, Iles de Paix s'est joint à la démarche du ministère régional de l'agriculture pour organiser des marchés tournants avec des producteurs. « Ces derniers sont ravis de pouvoir écouler leurs produits dans de bonnes conditions de sécurité sanitaire » souligne Gaël de Bellefroid. « Nous les avons donc aidés à rejoindre ces lieux de vente ». L'action pourrait prendre davantage d'ampleur puisque ce ministère régional verrait d'un bon œil la reprise de cette activité par les ONG. « Nous y réfléchissons car c'est un réel soutien pour nos familles. Il est essentiel que les petits producteurs se rendent compte de leurs capacités à vivre dignement dans les campagnes afin qu'ils ne basculent dans la migration vers les grandes villes, comme beaucoup d'autres. » La crise a d'ailleurs ramené sur leurs terres rurales de nombreux exilés qui vivaient de l'économie informelle (taxis, commerce ambulancier, construction, etc.).

Avec l'appui d'Iles de Paix, les petits producteurs continuent à défendre l'agriculture familiale durable et la transition agroécologique. Si cette vision est partagée au niveau régional, elle reste peu écoutée par le ministère national de l'agriculture qui privilégie les grandes exploitations exportatrices situées sur la côte. Pourtant, ce sont bien les petits producteurs, qui nourrissent la population péruvienne, et encore plus en cette période.



COVID-19,
RÉVÉLATEUR
D'UN SYSTÈME
ALIMENTAIRE
À BOUT DE
SOUFFLE ?

Voici quelques semaines, les images de consommateurs se ruant sur les paquets de pâtes et de papier toilette ont fait le tour des médias : des milliers de personnes se jetaient sur ces denrées non-périssables, qui semblaient être devenues un bien de première nécessité. La menace de ce fameux coronavirus, ou COVID-19, soulevait l'anxiété et créait la panique, entraînant des comportements de constitution de réserves et de stockage.

Début avril, l'Organisation des Nations Unies annonçait un **risque de pénurie alimentaire mondiale** engendrée par les restrictions du commerce international liées au virus. Si, à l'heure actuelle, il y a de la nourriture en quantités suffisantes, cette crise sanitaire sans précédent souligne pourtant que l'un des problèmes majeurs du système alimentaire dominant et mondialisé n'est pas la disponibilité, mais son accessibilité. Comme le précise François Grenade, chargé de plaidoyer pour l'Institut de la Paix : « Pour cette crise, comme pour toutes les personnes qui souffraient déjà de la faim avant la pandémie, le problème ne se situe pas au niveau de la production mondiale, qui est pour l'instant tout à fait suffisante. Le problème qui se pose dans le court terme est celui de l'accès aux aliments qui sont produits, pour deux raisons : la plus importante est que la récession économique fait tomber de nombreux individus dans l'extrême pauvreté, ils n'ont plus les ressources suffisantes pour avoir accès à une alimentation adéquate ; la deuxième raison tient aux mesures de confinement, qui ont perturbé l'approvisionnement des marchés ainsi que leur organisation physique. »

En 2019, avant que n'apparaisse ce nouveau coronavirus, la FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture) estimait pourtant déjà à 820 millions le nombre de personnes se trouvant en situation d'insécurité alimentaire. Si, en situation « normale », les chiffres sur la faim dans le monde interpellent déjà depuis plusieurs années, qu'en sera-t-il de leur évolution dans un contexte de crise sanitaire mondiale ? **Que révèle la crise Covid-19 sur les systèmes alimentaires mondiaux ?**

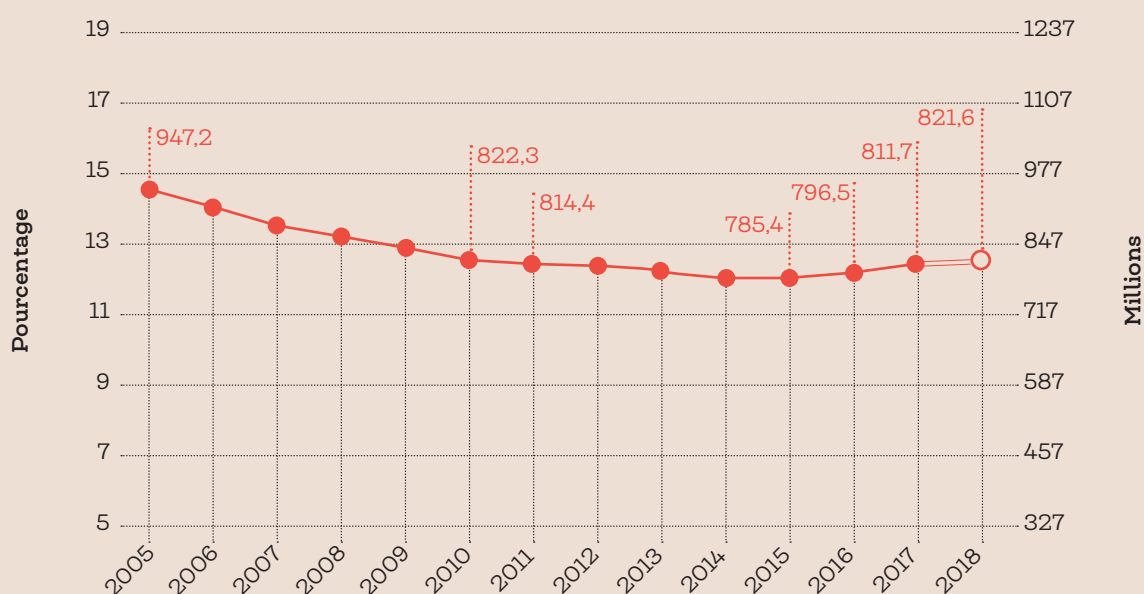
Tour d'horizon sur les menaces que représente le Covid-19 pour les systèmes alimentaires, ici comme au Sud, ainsi que les alternatives qui permettraient de transformer un système en crise.

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN « TEMPS NORMAL »

(RAPPORT DE LA FAO, 2019)

- 820 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. Soit une personne sur neuf. Le nombre de personnes sous-alimentées est en hausse depuis 2015.
- Les pays fortement dépendants du commerce international, pour les exportations et/ou importations de produits de base, sont ceux où augmente le plus l'insécurité alimentaire.
- Les pays spécialisés dans les monocultures font difficilement face à l'instabilité des prix, ce qui les fragilise.

Évolution du nombre de personnes sous-alimentées à travers le monde depuis 2005 selon la FAO





NOUVELLES MENACES PESANT SUR LE SYSTÈME ALIMENTAIRE SUITE AU COVID-19

Des flux alimentaires internationaux fortement perturbés

Suite aux mesures de confinement actuelles prises un peu partout dans le monde dans le but de contrer la propagation du virus, nombreux sont les pays qui prévoient ou ont déjà mis en place des **restrictions à l'exportation de certaines denrées alimentaires**. Dans un communiqué commun, la FAO, l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) prévoient ainsi que « *les incertitudes liées à la disponibilité de nourriture peuvent déclencher une vague de restrictions à l'exportation* ». Et ces prévisions se confirment au fur et à mesure des semaines... Fin avril, un communiqué de l'OMC indiquait d'ailleurs que « *80 pays et territoires douaniers ont adopté des prohibitions ou des restrictions à l'exportation en raison de la pandémie de COVID-19* ». Le Vietnam, par exemple, acteur clé dans le secteur du riz, prévoit de suspendre ses exportations. La Russie, première exportatrice mondiale de blé, a quant à elle déjà annoncé la suspension de ses exportations de céréales jusqu'au 1^{er} juillet.

Pour les pays qui importent plus de produits alimentaires qu'ils n'en exportent et dépendent donc des échanges commerciaux, certaines denrées de base (les céréales, par exemple) pourraient venir à manquer, mettant en danger la sécurité alimentaire de leur population.

De pair avec la raréfaction de certaines ressources, émergent également des **risques d'attaques spéculatives** pouvant porter préjudices à la sécurité alimentaire de nombreuses populations. Dans une perspective de pénurie, certains pays et opérateurs boursiers privés procèdent à des spéculations sur certaines denrées alimentaires. En réaction, des plafonnements de prix ont été instaurés dans certains pays (c'est le cas du Rwanda ou encore du Pérou).

Du côté des pays exportateurs, ces restrictions causent aussi d'importants problèmes. Elles représentent ainsi une catastrophe pour les agriculteurs, car elles bouchent petit à petit les chaînes de distribution, déjà engorgées par des stocks qui ne se vendent plus dans le pays suite à la fermeture des restaurants, des cantines et des marchés.

Des denrées ni récoltées, ni écoulées

À tout cela, s'ajoute pour certains pays dépendant de la **main d'œuvre étrangère** un manque accru de celle-ci, nécessaire pour l'entretien des champs en cette saison. En effet, ces États (dont fait partie la Belgique) bénéficient de travailleurs saisonniers, provenant parfois de l'étranger, lors des saisons de récoltes, mais qui, avec la fermeture de frontières, n'ont pas pu se déplacer.

Inévitablement, l'accumulation des limitations d'exportation, de la diminution de possibilités d'écoulement et du manque de main d'œuvre saisonnière engendre du gâchis de produits périssables chez les agriculteurs qui ne peuvent pas les écouler. Comme par exemple, les pommes de terres belges... Doit-on rappeler l'appel de la fédération Belgapom et de la ministre flamande de l'Agriculture, Hilde Crevits, à manger plus de frites pendant la crise, afin d'écouler les excédents nationaux ?

Des travailleurs de l'économie informelle menacés

Si les prix des denrées alimentaires sur les marchés du Sud restent actuellement stables, ces régions font face à d'autres difficultés émanant de la crise COVID-19. Subissant les mesures de confinement et de distanciation sociale, nombreux sont les individus qui ne peuvent pas poursuivre leur activité et continuer de gagner leur vie. En effet, dans plusieurs pays du Sud, une majorité de la population travaille dans l'**économie informelle**. Ces activités échappant à l'observation des institutions étatiques, les travailleurs ne bénéficient donc **pas de couverture sociale ou de filet de sécurité**. Par

conséquence, pas de revenu de remplacement. Les personnes dont les sources de revenus se voient réduites voire complètement mises à zéro se retrouvent dans l'incapacité de se procurer une nourriture suffisamment saine et diversifiée. Oxfam estime que, suite aux mesures prises pour prévenir la propagation de la crise sanitaire, « 500 millions de personnes risquent de sombrer dans la pauvreté ». Aux problèmes sanitaires causés par le virus se rajoutent, dans certaines régions du monde, les risques tout aussi dangereux et interconnectés de pauvreté, de famine et de malnutrition.

Toujours dans ces mêmes régions, cette perte de pouvoir d'achat effraie et crée des **mouvements de migrations massifs vers les milieux ruraux**. L'emploi et les revenus étant menacés ou devenus interdits dans les villes, certains n'ont pas d'autre choix que de se déplacer vers les villages. L'Inde, notamment, a vu des millions de citadins ayant perdu leur emploi prendre la route vers leur village d'origine. Ces migrations rurales entraînent inévitablement des risques : les stocks familiaux sont mis sous pression, le nombre de personnes à nourrir augmente et la concurrence concernant l'accès à la nourriture se renforce.

Plus que jamais, les signaux accentués par la pandémie traduisent que nos systèmes alimentaires dominants sont loin d'être résilients. Ce virus, invisible à l'œil nu, fait trembler les systèmes mondialisés : les chaînes alimentaires sont perturbées, les activités économiques ralenties, les bourses instables, les mouvements de migrations bouleversés et la sécurité alimentaire mondiale menacée... Le COVID-19 démontre la fragilité d'un système déjà en crise.

COMPTE-À-REBOURS DES RÉPERCUSSIONS

Chacune de ces menaces n'a pas des répercussions sur la même période de temps. Les restrictions pesant sur le commerce international ne pourraient avoir de conséquences visibles que dans plusieurs mois. Le manque de main d'œuvre agricole et la perte de récoltes, par exemple, ne se feront ressentir par les consommateurs qu'aux saisons prochaines. L'affaiblissement du pouvoir d'achat de certaines populations, cependant, a quant à lui des conséquences directes et dévastatrices, particulièrement dans des pays en développement.





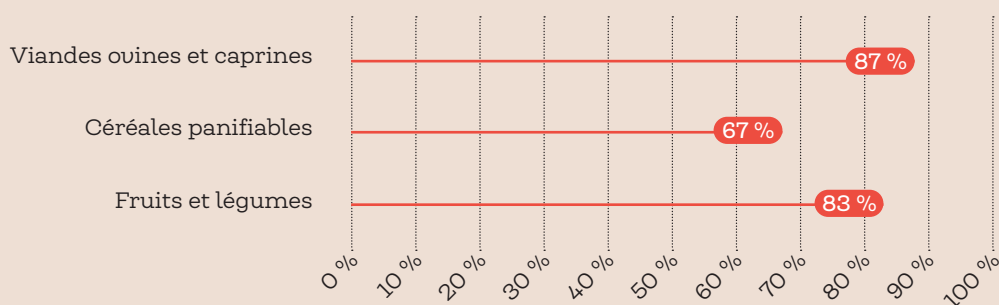
UN SYSTÈME DÉJÀ EN CRISE : PAR MANQUE DE RÉSILIENCE ?

Depuis le 19^e siècle, le model agro-industriel n'a fait qu'évoluer vers plus d'efficacité. De nombreuses économies d'échelle ont été réalisées grâce, notamment, à une division internationale du travail et une spécialisation des pays dans leur propre domaine. En effet, la production mondiale a en grande majorité été uniformisée afin de correspondre aux conditions nécessaires pour la commercialisation de masse. Tout ceci a, entre autres, permis de diminuer ce que paye le consommateur. Mais à quel prix ? Outre les effets secondaires nuisibles tels que la pollution ou la perte de diversité, ce système a **diminué l'autonomie des États** qui, pour garantir la sécurité alimentaire de leurs populations, sont dépendants de fournisseurs se trouvant parfois de l'autre côté de la planète. Ces pays se retrouvent alors esclaves de la bonne santé des filières de productions et

de commercialisations internationales, que ce soit pour des objectifs d'importation ou d'exportation.

La Belgique, où l'orientation du système agricole a contribué à ce que 68% des fermes mettent la clé sous la porte en l'espace de 40 ans, n'est pas en reste à ce niveau. La Wallonie importe une grande partie de sa nourriture, sans parler de celle utilisée pour les animaux d'élevage. En ce qui concerne l'exportation, les filières les plus tournées vers l'étranger, en Belgique, sont le lait, la pomme de terre et la viande bovine. La pomme de terre est un bon exemple de production à objectif d'exportation : la Belgique produit 16 fois plus que sa consommation nationale. Et la plupart de ses patates sont exportées sous forme de frites surgelées.

Pourcentages des principaux aliments importés en wallonie



Mais ces **dépendances** ne concernent pas que la Belgique, loin de là. De nombreux pays, tant au Nord qu'au Sud, se retrouvent confrontés à cette absence de résilience. En effet, les dépendances de l'Afrique sont importantes aussi bien au niveau de l'importation que de l'exportation. Sur ce continent, alors que l'agriculture est le secteur qui permet à une grande majorité des populations de vivre et représente pour la plupart la seule source de revenus, les agriculteurs conventionnels peinent à trouver des semences et des engrais suite à la diminution des échanges internationaux. Le ralentissement de l'exportation met, quant à lui, en péril de larges pans de l'économie.

L'INDONÉSIE PIEDS ET POINGS LIÉS

La vidéo « le paradoxe de la faim » réalisée par Iles de Paix et SOS Faim illustre parfaitement la dépendance extrême de l'Indonésie aux flux commerciaux internationaux. Dans ce pays, le secteur de l'agriculture est source de revenu pour plus de 30% de sa population. Depuis les années 90, l'Etat a investi en masse dans la production d'huile de palme, au détriment des cultures vivrières ainsi que des forêts primaires. Bien que, à l'heure actuelle, l'Indonésie soit leader mondial dans l'exportation d'huile de palme, elle se retrouve dépendante des marchés internationaux pour de nombreuses denrées alimentaires.



Le paradoxe de la faim est à découvrir sur www.paradoxedelafaim.org



La Coalition Contre la Faim, qui regroupe 20 ONG belges actives dans la lutte contre l'insécurité alimentaire dont Iles de Paix, a pris position sur l'impact du Covid-19 sur les pays du Sud. Retrouvez la carte blanche « Derrière la crise sanitaire, guette la crise alimentaire » sur la page www.ilesdepaix.org/transitions



TRANSFORMATION DU SYSTÈME ALIMENTAIRE : DES DÉFIS IMPORTANTS ET VARIÉS À RELEVER

La crise COVID-19 n'a fait que mettre en exergue les vulnérabilités du système alimentaire mondial, liés à l'hyperspécialisation régionale entraînant une perte de diversité productive au niveau local. Le besoin de transformer est aujourd'hui plus que jamais criant.

Bien que celle-ci soit déjà en marche, de nombreux défis se dressent sur le chemin de la transition. Pour commencer, l'implication et le soutien du monde politique sont essentiels, non seulement à l'échelle du pays, mais aussi au niveau de l'Europe. Cependant, les accords de libre-échange et les politiques telles que la PAC (politique agricole commune de l'Union européenne) ne facilitent pas la tâche. Heureusement, il existe une mobilisation de la société civile, du monde paysan et au niveau des consommateurs.

Au Nord comme au Sud, le **développement de l'offre** est un autre aspect important pour soutenir une transition vers des systèmes alimentaires durables. Une **revalorisation sociale et économique du métier d'agriculteur et de son savoir-faire, l'importance**

d'une alimentation saine pour la santé publique et une prise de conscience du consommateur sont nécessaires afin de soutenir les générations actuelles et futures.

Par ailleurs, la commercialisation et l'approvisionnement dans des **points de vente locaux, de produits issus d'une agriculture durable et locale est une manière de renforcer ou de recréer les filières locales**. Une importance particulière doit être portée à l'efficacité d'un tel système. Afin d'éviter d'écraser les agriculteurs sous la pression du travail, il est évident que la transformation de certains produits ne peut se faire par le biais des circuits courts. C'est pourquoi une transparence pour chaque maillon de la filière d'approvisionnement est nécessaire. La création de nouveaux labels, comme envisagée par le Collectif 5C¹, est une solution intéressante afin de dynamiser l'ensemble du réseau. La création de systèmes participatifs² de garantie, comme déjà expérimenté par Iles de Paix au Pérou, en est une autre. Un cadre légal concernant l'ensemble des mesures prises est ici indispensable.

¹ Le Collectif des Coopératives Citoyennes pour le Circuit Court : un ensemble de coopératives citoyennes partageant les mêmes valeurs et stratégies telles que l'agroécologie, les circuits courts, la consommation maîtrisée, etc. Plus d'information sur <https://collectif5c.be>

² Définition de l'IFOAM (Fédération Internationale des Mouvements d'Agriculture Biologique) : les Systèmes Participatifs de Garantie (SPG) sont "des systèmes d'assurance qualité ancrés localement. Ils certifient les producteurs sur la base d'une participation active des acteurs concernés et sont construits sur une base de confiance, de réseaux et d'échanges de connaissances"

Des alternatives déjà en marche pour un système résilient

Même si la transformation du système alimentaire mondial est un chemin qui nécessitera de relever de nombreux défis, des alternatives existent et sont déjà en marche.

Ces dernières semaines, certains changements de comportements et de dynamiques alimentaires se sont faits ressentir. Nombreux sont celles et ceux qui se sont dirigés vers des circuits courts et locaux pour se nourrir, apportant ainsi leur soutien aux producteurs et commerces de proximité. De nombreuses initiatives citoyennes ont aussi vu le jour et on ne compte plus les élans de solidarité envers les plus démunis. Ces différents mouvements mettent en avant les valeurs essentielles, mais parfois mises en sourdine par la société, que sont la **solidarité** et les liens sociaux. La demande citoyenne pour une rupture avec le système pré-covid-19 et une transition vers un système prenant en compte l'environnement et l'humain est indéniable. Et ce, à tous les niveaux, pas uniquement celui de l'alimentaire.

Des actions concrètes sont en marche ! Gageons qu'elles permettront une prise de conscience de nos politiques, qui viendront conjuguer leurs efforts à ceux des citoyens afin de permettre une transition plus facile et plus rapide vers un système alimentaire plus durable. La transformation d'un modèle agro-industriel en crise vers des dynamiques plus résilientes n'est pas une utopie. L'agroécologie et les circuits-courts géographiques sont des alliés de taille. En diminuant le nombre d'intermédiaires et en recréant

des filières plus courtes en terme de distance, la santé humaine et l'environnement ne s'en porteraient que mieux. En revanche, ce qui est moins souvent mis en avant, ce sont les effets positifs sur l'économie, en créant, par exemple, des emplois non-délocalisables.

Le système alimentaire mondial ne permet pas de faire durablement face aux besoins des populations à travers le monde et une transition vers des modèles alternatifs, pérennes et stables est, plus que jamais, nécessaire. La demande citoyenne pour un changement de paradigme est bien réelle et la volonté d'une transition du système alimentaire mais aussi sociétal est plus que présente au sein des habitants du monde.

L'agroécologie, un choix cohérent et pertinent

Depuis maintenant plusieurs années, Iles de Paix a fait le choix de s'inspirer de l'agroécologie pour orienter ses programmes, constatant que cette approche et l'instauration de systèmes alimentaires durables sont sans doute la meilleure voie vers un monde plus respectueux des humains et de la planète. L'agroécologie permet, aux familles avec lesquelles nous travaillons, d'avoir une capacité de résistance aux aléas bien plus importante que si des techniques d'agriculture conventionnelle étaient utilisées. Les menaces liées au COVID-19 sur nos systèmes alimentaires actuels ne font que confirmer la pertinence de cette orientation : des systèmes alimentaires localisés et donc moins dépendants, plus diversifiés et donc plus résilients sont indispensables à la construction d'un monde durable.



POUR ALLER PLUS LOIN

Ce dossier vous a intéressé ?
N'hésitez pas à consulter notre site pour découvrir une multitude de ressources permettant d'approfondir la thématique.

• www.ilesdepaix.org/transitions •

L'enjeu de l'accès à l'eau est crucial !



Iles de Paix Luxembourg a décidé d'apporter son soutien à la deuxième phase du programme Kilimo Endelevu développé en Tanzanie. Ce nouveau projet vise le renforcement de la résilience des familles paysannes et pastorales de la région d'Arusha à travers l'amélioration de l'accès à l'eau pour l'agriculture, l'élevage et la consommation des villageois.

Cette région est une zone importante en matière de production agricole et d'élevage. L'enjeu de l'accès à l'eau y est crucial afin d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés environnantes. Les impacts du changement climatique sont d'ores et déjà très perceptibles dans cette région : variabilité des précipitations et des conditions météorologiques extrêmes tels que des sécheresses récurrentes, des inondations, des vents violents et des tempêtes. Les conséquences sont importantes sur les productions agricoles ainsi que sur la survie du bétail.

C'est pourquoi, dans les districts de Longido et Karatu, le programme se focalisera sur la gestion durable des systèmes d'approvisionnement en eau. Iles de Paix développera un processus de renforcement de capacités et d'accompagnement des comités locaux de gestion

de l'eau, des opérateurs et techniciens villageois, ainsi que de l'Agence publique de l'Eau. L'approche de gestion durable mise en oeuvre et les résultats obtenus seront ensuite documentés et diffusés aux acteurs actifs dans le secteur de l'eau en Tanzanie.

D'autre part, le projet appuiera les familles paysannes pour la construction et l'utilisation de systèmes de récupération d'eau de pluie permettant l'irrigation de leurs cultures. Au total, ce sont plus de 30 000 personnes qui devraient être concernées directement.

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg a accepté de cofinancer ce programme d'une durée de 3 ans en complément des fonds propres d'Iles de Paix Luxembourg. Nous espérons que nos donateurs auront à coeur de soutenir ce nouveau projet d'envergure permettant d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de familles paysannes, mais également de contribuer à la diffusion de bonnes pratiques auprès d'acteurs publics, nationaux et internationaux travaillant sur la gestion de l'eau en Tanzanie.



« L'accès à l'eau est très important pour l'irrigation de mes cultures et de mon potager. Cette année, nous avons eu une mauvaise récolte de maïs mais grâce aux bananiers, aux patates douces et aux légumes, nous avons pu traverser cette période difficile. Grâce au maraîchage, je peux mieux nourrir ma famille avec des légumes que j'ai produits dans mon propre jardin. Et nous avons même pu vendre des oeufs et des légumes au marché ».

Prius, un producteur de Rothia.



A Fort-Portal, Francis crée son pesticide naturel

Lancé en 2017, le programme **Mpanga Super Farmers** accompagne et forme 600 familles paysannes aux techniques agroécologiques. Une activité importante de ce programme d'amélioration de la gestion et de la productivité de la ferme familiale est **le développement et la production de pesticides naturels**. « Dans certaines régions, explique Denis Hees, directeur d'Iles de Paix en Ouganda, les paysans sont de plus en plus attirés par le marketing des compagnies de produits chimiques. Nous avons réagi par un travail en profondeur pour privilégier les produits naturels et valoriser les connaissances locales des producteurs. »

Composés d'ingrédients locaux tels que des feuilles de tabac, des cendres, du chili, etc., les pesticides naturels renforcent l'**autonomie des paysans et paysannes** dans la protection de leurs récoltes. Eriah Byaruhanga, responsable de programme : « Les produits chimiques sont chers. Les paysans doivent en acheter régulièrement. Or ils ne génèrent pas suffisamment d'argent pour se permettre une telle dépendance. »

Il s'agit aussi d'être autonome face aux événements extérieurs. Stephen, participant au programme, témoigne : « Ces derniers temps, des maladies ont affecté les récoltes. Personnellement, je n'ai pas souffert de cette situation. Je suis allé chercher dans la nature les éléments nécessaires à ma mixture, je l'arrose sur les plants et, depuis, ils se portent bien ! »

Francis Twakizibri, paysan de la région de Fort Portal, est un des fers de lance de la technique. Il n'utilise plus de pesticide de synthèse, mais bien sa recette naturelle, notamment dans sa bananeraie et dans sa plantation de café. **Elles atteignent désormais des rendements élevés**. Sa préparation fonctionne si bien qu'elle est recherchée dans le village et au-delà : « Les gens du village viennent maintenant me demander ma concoction naturelle et des gens de plus loin viennent même m'en acheter. »



Afin de **diffuser ce précieux savoir-faire local**, l'équipe d'Iles de Paix a réalisé **une vidéo** pour montrer l'approche de Francis. Denis Hees explique : « Cette séquence, qui met le producteur au centre de la démarche, bénéficie de l'éclairage d'intervenants plus techniques et sert aussi de mise en avant du travail de terrain mené par notre partenaire JESE. Réalisée par un vidéaste local et achevée juste avant le confinement, cette vidéo est une **technique pour stimuler le partage** afin de créer un petit buzz dans la communauté locale. Nos agents pourront montrer la capsule à la population lors d'événements ou sur leur smartphone. » La vidéo étant déjà un succès, l'équipe a pour projet de sensibiliser la population via l'organisation d'un talk-show radio lors duquel les auditeurs peuvent appeler en live pour poser leurs questions !

RETROUVEZ
LA VIDÉO SUR
NOTRE SITE

[www.ilesdepaix.org/
ouganda_
pesticidesnaturels](http://www.ilesdepaix.org/ouganda_pesticidesnaturels)

Vous aussi, participez à la transmission du savoir-faire local !



44 €

(24,20 €* avec
déduction fiscale)

Vous financez
deux équipements
(bottes, masque
et spray) pour
l'épandage du
pesticide
naturel.



90 €

(49,50 €* avec
déduction fiscale)

Vous financez
une formation d'une
journée pour 20
personnes
à la production de
pesticides
naturels.



195 €

(107,25 €* avec
déduction fiscale)

Vous financez
une heure de
talk-show radio
consacré aux
pesticides
naturels.

**POUR
FAIRE
UN
DON**

- > **Belgique** | Banque de la Poste : BE97 0000 0000 4949
Communication structurée : 202 0004 00049
À partir de 40 euros de dons, vous pouvez bénéficier d'une déduction fiscale de 45 % du montant total des dons.
- > **Grand-Duché du Luxembourg** | CCPL LU61 1111 0227 5355 0000
À partir de 120 euros de dons, vous pouvez bénéficier d'une déduction fiscale.



* Ces montants concernent la Belgique



**DE TOUT COEUR,
ILES DE PAIX
VOUS REMERCIE
POUR VOTRE
SOUTIEN !**



**Iles
de
Paix**